

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Le 4 août 2019

Objet : Examen en attente concernant l'exportation de véhicules blindés légers du Canada vers le Royaume d'Arabie saoudite

Monsieur le Premier ministre,

Les soussignés, représentants d'organisations canadiennes de la société civile dédiées au contrôle des armes, au respect des droits de la personne, à la sécurité internationale, à l'aide humanitaire et à la protection des civils en zone de conflit, vous écrivent pour faire suite à une lettre qui vous a été envoyée il y a cinq mois, laquelle présentait des préoccupations persistantes par rapport à l'exportation de véhicules blindés légers (VBL) du Canada vers le Royaume d'Arabie saoudite. Par souci de commodité, nous avons joint une copie de cette lettre du 4 mars 2019.

Nous notons avec déception que ni vous-même, ni la ministre des Affaires étrangères, ni le ministre de la Diversification du commerce international n'avez répondu aux préoccupations décrites dans notre lettre. Neuf mois se sont écoulés depuis l'annonce que vous avez faite d'examiner les exportations militaires vers l'Arabie saoudite, et votre gouvernement n'a toujours pas diffusé le résultat de cet examen. Aucune mise à jour par rapport au progrès de l'examen n'a été présentée, ce qui remet en question la sincérité de ces efforts.

Aujourd'hui, nous réitérons notre demande au Canada d'exercer son autorité souveraine et de suspendre le transfert de VBL à l'Arabie saoudite. Nous souhaitons à ce titre porter à votre attention trois développements importants qui, selon nous, réaffirment le besoin de mettre immédiatement fin à ces exportations.

Premièrement, comme vous le savez, le Canada a adopté le projet de loi C-47 et a déposé son instrument d'adhésion au Traité sur le commerce des armes (TCA). Le projet de loi C-47 entre en vigueur et le Canada devient lié par le Traité le mois prochain. Nous félicitons votre gouvernement d'avoir pris ces mesures importantes, lesquelles contribueront de façon significative à l'amélioration de la réglementation de l'industrie des armes. Cependant, les efforts de bonne foi du Canada pour mettre en œuvre l'article 7 du TCA seront très discutables si les exportations se poursuivent une fois ces exigences légales devenues obligatoires selon le droit national et international.

Deuxièmement, selon le *Rapport sur les exportations de marchandises militaires de 2018* d'Affaires mondiales Canada, 127 véhicules blindés de combat (systèmes complets) ont déjà été exportés vers l'Arabie saoudite l'an dernier seulement, tandis que les reportages médiatiques ont indiqué que la commande complète était de 742 véhicules (inférieure à la commande originale de

928 véhicules). Compte tenu du rythme rapide auquel les VBL sont exportés, un retard prolongé dans l'examen mentionné précédemment et la décision finale de votre gouvernement minera considérablement l'importance de ceux-ci. Une fois les transferts terminés ou presque, il sera trop tard pour prendre des mesures.

Enfin, la situation conflictuelle au Yémen continue de se détériorer et la guerre a fait reculer le développement du pays de 20 ans. Dans son exposé au Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation au Yémen, le 18 juillet 2019, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, a indiqué que les conditions de vie de la plupart des habitants du Yémen s'aggravent et que si la tendance actuelle se maintenait, ces conditions continueraient d'empirer. La détérioration du conflit et le risque constant que des armes canadiennes puissent être utilisées pour perpétrer de graves violations aux droits humains et au droit international humanitaire sont tels que le Canada se doit de rejoindre le nombre croissant de pays ayant cessé leurs transferts d'équipements militaires vers l'Arabie saoudite.

Plus de neuf mois se sont écoulés depuis que votre gouvernement a annoncé qu'il réexaminerait les exportations militaires vers l'Arabie saoudite, et six mois depuis que vous avez annoncé aux Canadiens que votre gouvernement tentait de trouver un moyen de ne plus exporter de véhicules vers l'Arabie saoudite. À la veille des élections fédérales de 2019, à la lumière de la récente décision du Royaume-Uni de suspendre les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite, et considérant les votes répétés du Congrès américain en faveur de l'interdiction des exportations d'armes vers l'Arabie saoudite, les Canadiens ont le droit de connaître le résultat de l'examen de votre gouvernement, ainsi que d'avoir une réponse claire quant à la position de celui-ci sur l'exportation de VBL du Canada vers l'Arabie saoudite. Nous espérons vivement que votre réponse inclura la fin immédiate de ces transferts.

Veillez agréer, Monsieur le Premier ministre, nos salutations distinguées.

Action contre la faim Canada
Amnesty International Canada (English branch)
Amnistie internationale Canada francophone
Canadians for Justice and Peace in the Middle East
Group of 78
International Civil Liberties Monitoring Group
Médecins du monde Canada
Oxfam Canada
Oxfam-Québec
Project Ploughshares
Rideau Institute
Save the Children Canada

c.c. L'honorable Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères
L'honorable James Carr, ministre de la Diversification du commerce international